Soutien à l'Appel des "39"

Patrice Charbit

L'AFPEP-SNPP se joint à « l'appel des 39 » dénonçant la dérive sécuritaire que le gouvernement veut appliquer aux soins psychiatriques.

Lors de son discours du 2 décembre, dans l'enceinte d'un service psychiatrique dans lequel tous les malades avaient été cloîtrés dans leur chambre le temps de sa visite, le président de la république a stigmatisé les malades mentaux et annoncé des mesures drastiques d'un autre âge. Une telle politique annihilerait 50 ans de progrès de notre discipline.

Utilisant, ce qui malgré sa gravité reste « un fait divers », les plus hautes autorités de l'État foulent au pied nos principes les plus fondamentaux car qu'en serait-il de l'égalité devant la Loi si apparaissaient des dispositions légales spécifiques à tel ou tel type de population ?

Au nom de « la victimisation », d'un clientélisme « populiste » et du scientisme psychiatrique légitimant des pseudo-catégorisations génétiques, il est question, dans les semaines qui viennent, de durcir l'hospitalisation sous contrainte, d'alourdir le mode de levée des hospitalisations d'office, de transformer le mode de soins et les conditions d'isolement, d'instituer une obligation de soins ambulatoires encore plus contraignante, de mettre en place des bracelets de géolocalisation au poignet de nos malades. Ces mesures s'ajoutent à la rétention de sûreté, à la volonté de fichage d'enfants dès l'âge de trois ans, à la réforme de «la circulaire de 45», aux difficultés à hospitaliser et à accéder aux soins, à l'abandon de malades à la prison et à la rue.

Nous assistons à une avalanche de mesures inimaginables, cloisonnant des « populations à risques » sous couvert de sécurité et de pseudo-génétique.

La souffrance psychique est ainsi identifiée à une dangereuse délinquance.

L'afpep-snpp exprime avec véhémence son profond rejet d'une telle politique et salue l'initiative citoyenne de « l'appel des 39 ».

Une pétition, dite « la nuit sécuritaire », a déjà réuni plus de 20 000 signatures. Les députés de chaque région ont ou seront alertés du danger des lois prévues pour la psychiatrie ce printemps. Des forums de réflexion seront organisés dans tout le pays. Il a été demandé à tous les soignants en psychiatrie d'écrire au président de la république afin d'exprimer leur désaccord.

Nous vous appelons à soutenir ce mouvement.

Patrice Charbit
Montpellier